

Orientation lacanienne III, 6.

Jacques-Alain Miller

Neuvième séance du *Cours*

(mercredi 4 février 2004)

IX

Éric Laurent :

Faire Taire

Nous sommes à l'époque des bonnes nouvelles. Elles peuvent prendre des formes étranges, comme celles d'annoncer régulièrement que tous nos symptômes vont enfin disparaître, être guéris, et de plus en plus vite. Ce nouvel effort clinique passe, comme le disait récemment J.-A. Miller à *La Stampa*, par la résorption du cas par cas dans les classes de pathologies, munies du traitement qui leur convient.

Hybris Hybride

Ouvrons *Le Monde*, vendredi 22 janvier, sous sa rubrique Sciences. Nous apprenons que « le refoulement freudien (est) sous l'œil de l'imagerie par résonance magnétique. Des Américains visualisent l'oubli volontaire. » Je laisse de côté le problème de savoir si le refoulement freudien est un « oubli volontaire. » Un chercheur en psychologie de l'université de l'Oregon, Michael Anderson, à la tête d'une équipe de chercheurs de Stanford, annonce dans le numéro du 9 janvier de la revue *Science* qu'ils ont pu identifier les zones cérébrales impliquées dans l'oubli conscient. L'expérience consiste à demander à des étudiants de psychologie d'apprendre des paires de mots qui n'ont aucun rapport entre eux. Puis, on leur demande de s'efforcer d'oublier un des

deux mots quand on prononce devant eux l'autre membre de la paire. On passe l'effort sous résonance magnétique. On appelle ça : proposer un modèle du refoulement. Lors de la phase de « refoulement », plusieurs régions du cortex préfrontal, généralement considérées comme importantes dans le contrôle des mouvements volontaires étaient activées. Les chercheurs concluent : « Nos travaux apportent le premier modèle neurobiologique de la forme volontaire du refoulement proposé par Freud. Un modèle qui intègre sa proposition controversée à des mécanismes fondamentaux et largement acceptés de contrôle du comportement. » Michael Anderson, qui a étudié la façon dont les enfants maltraités refoulent les souvenirs d'expériences traumatisantes, espère que le modèle proposé pourra permettre de mieux comprendre la capacité de résister au stress post-traumatique. On voit déjà se profiler la thérapie de déconditionnement qui suivra et l'échelle d'évaluation qui va l'accompagner. Hervé Morin commence son article en soulignant qu'en France « le vieux divorce entre psychanalyse et science a alimenté les débats sur l'amendement Accoyer », pour souligner combien aux USA, l'article de *Science* montre qu'elles sont réconciliées. Je lui répondrai qu'il ne s'agit pas ici des rapports entre psychanalyse et science qui sont excellents, mais des rapports entre psychanalyse et fausse science, qui sont exécrables.

Il y a dans ce fantasme d'effacer les traumas un vaste programme à venir : effacer par déconditionnement rapide tous nos traumas. Si l'on ajoute à la dite « capacité de résilience » l'effacement du souvenir post-traumatique, nous pourrions enfin aborder le monde sans crainte du poids de l'histoire. La société du risque aurait vraiment trouvé sa thérapie.

Comment donc des déclarations émanant de psychologues expérimentalistes peuvent-elles être proclamées avec cet enthousiasme, cette brutalité, ce manque de référence, cette volonté de faire table rase. Au-delà de la terreur du scientifique menacé d'inutilité, *publish or perish*, cette glorification du chercheur par lui-même nous fait entendre qu'un certain discours de la science, ou un certain usage de la science

est entré dans le registre des « bonnes nouvelles », au sens où Peter Sloterdijk décrit notre temps comme celui de la « compétition des bonnes nouvelles »¹. Le discours scientifique, par ses promesses monotones qui contrastent tant avec la production effective de la « société du risque », est entré de plein droit dans la compétition des bonnes nouvelles, les auto-eulogismes des discours qui nous environnent.

Le projet des Lumières était d'obtenir que nous pensions « par nous-mêmes. » Il a été transformé, sous l'influence de l'individualisme triomphant, en une affirmation de soi et de sa pensée. Penser est devenu un projet narcissique de plus. Sloterdijk considère Nietzsche comme le premier qui a su discerner la force de cet appel. Il écrit le 13 février 1883 à son éditeur « J'ai aujourd'hui une bonne nouvelle à vous annoncer : j'ai fait un pas décisif... Il s'agit d'une petite œuvre dont le titre est *Ainsi parlait Zarathoustra*. Un livre pour tous et personne. Il s'agit d'une "poésie", ou d'un "cinquième évangile" ou de quelque chose pour quoi il n'existe pas encore de nom... »

Cette affirmation fait percevoir combien « le psychotique est un maître dans la cité des mots. » La lucidité mégalomane de Nietzsche lui a permis de dénoncer l'utilisation narcissique des idéaux, des signifiants maîtres des discours, que ce soient ceux de la religion, ou de la vérité : « Nietzsche a sans doute été l'unique théoricien du langage dans les temps modernes, à voir ce rapport fondamental... On est reconnaissant d'être ce que l'on est : pour cela, on a besoin d'un Dieu. »

Sloterdijk rapproche le projet radical d'affirmation de soi de Nietzsche de la maxime de l'américain Ralph Wado Emerson, qui énonce en 1841, dans un texte intitulé « Croire en votre propre pensée » que : « celui qui veut être un homme doit être anticonformiste. » Le style d'Emerson est nettement plus névrosé que celui de

Nietzsche. Il s'assure de l'originalité de sa pensée dans un style bien plus obsessionnel. Sloterdijk voit cette opposition ainsi « tandis que le non-conformisme d'Emerson semble comme fait pour se déployer contre une certaine résistance, pour devenir un narcissisme de masse ambivalent, mais au bout du compte équilibré par la démocratie, la marque de l'esprit libre courait davantage le risque d'être imitée par un mouvement de perdants avides de succès... le projet d'Emerson l'a emporté sur Nietzsche sur le front des marques. C'est la raison pour laquelle nous sommes des non-conformistes la plupart du temps, et non des esprits libres. Nos réflexions et nos sentiments moyens sont tous made in USA, pas made in Sils-Maria »².

Ce que Sloterdijk appelle la compétition des bonnes nouvelles, Lacan l'a nommé autrement. C'est le fait que « tout le monde délire », y compris le discours des scientifiques lorsqu'il s'écarte de la pratique des sciences. Le monde devient alors la juxtaposition des discours sur les bonnes nouvelles. Seule la ressource du débat démocratique peut permettre de faire émerger le signifiant maître d'où cette juxtaposition devient lisible.

La bonne nouvelle de l'idéologie managériale est qu'elle prétend pouvoir définir, pour tous les cas, une règle dite de bonne pratique qui répond a priori à la situation. Quand il s'agit de décision politique, on parle alors de règles de « bonne gouvernance. » Les règles, définies par des experts, sont d'abord censées pouvoir guider les débats démocratiques, et éclairer leurs impasses. Le corps d'experts se loge d'abord dans le modèle aristotélicien, selon lequel toute décision doit être précédée et distinguée de la délibération. Une fois bien installé dans le gouvernement des démocraties modernes, autorisé par la complexité technique que suppose la gestion de ces sociétés, le corps d'experts prétend maintenant prendre la place de ces mêmes débats, et définir des procédures de décision, dans des domaines qui s'étendent toujours plus, comme une tache sur un buvard, selon l'expression très parlante de Jack Ralite.

¹ Sloterdijk P., *La compétition des bonnes nouvelles*, Paris, Mille et une nuits, 2002. L'édition originale allemande est de 2001. Il s'agit d'une longue conférence prononcée à Weimar pour le centenaire de Nietzsche en 2000.

² Sloterdijk, P., *op. cit.*, p. 96

C'est lors de cette concentration de la délibération et de la décision au même endroit que se produisent les zones « d'arbitraire légal » identifiées par Yves-Charles Zarka. Jean-Paul Fitoussi parle quant à lui de « régression paisible. » Il peut écrire, dans son dernier ouvrage : « Il existe dans les vieilles démocraties occidentales une tendance à la régression "paisible" de la démocratie qui procède selon des schémas différents de part et d'autre de l'Atlantique. En Europe, le marché est considéré comme chose trop sérieuse pour être laissée sous l'empire du politique. On y a inventé, pour mettre en harmonie les mots et les choses, une forme singulière de gouvernement fédéral, dont la caractéristique principale est d'être à la fois à l'abri de procédures de responsabilité politique et de disposer du pouvoir d'imposer aux sociétés ses choix économiques. Aux Etats-Unis, la démocratie s'accommode pour l'instant de ce que, dans une étude récente, Edward Wolff a qualifié de « retour à Marie-Antoinette » : 50% de surcroît de richesse créée aux Etats-Unis entre 1983 et 1998 a bénéficié à 1% des ménages les plus aisés, et 90% de cette même richesse aux 20% des ménages déjà les plus favorisés. Si cette évolution devait se poursuivre, l'arithmétique des intérêts composés créerait un tel abîme entre les catégories sociales que la marche du système économique deviendrait incompatible avec un fonctionnement normal de la démocratie. C'est dans ce contexte de lente inversion des priorités entre libertés politiques et libertés économiques qu'il convient d'apprécier la phase actuelle de globalisation, c'est-à-dire l'expansion de la sphère du marché à la fois à l'intérieur de chaque société et à l'échelle de la planète »³.

Les règles de « bonne gouvernance » enserrant les rapports des marchés avec la démocratie prétendent prendre appui sur les « lois » de la science économique. Elles reposent plutôt sur une jurisprudence fautive de celle-ci, réduite à la théorie de l'équilibre général, produit de la concurrence pure et parfaite.

³ Fitoussi, J.-P., *La démocratie et le marché*, Paris, Grasset, 2004, pp. 7-8

« Le résultat le plus spectaculaire (également connu sous le nom des théorèmes du bien-être), et dont on peut comprendre le pouvoir de séduction, s'énonce ainsi : une économie de marché régie par les lois de la concurrence pure et parfaite, tend spontanément vers une situation de plein emploi et d'allocation optimale des ressources, équilibre qui de surcroît est un optimum social »⁴.

Mais oui, le monde dans lequel nous vivons, celui qui produit le mal-vivre de masse dans lequel nous nous déplaçons est créé au nom des théorèmes du bien-être. Si le marché tend spontanément vers l'équilibre et l'optimum, la conséquence est redoutable. « Dans la théorie pure de l'économie de marché, l'usage de la souveraineté conduit à une moindre efficacité économique. En juillet 1998, au cours d'une conversation avec Kenneth Arrow, le concepteur de cette théorie, je lui parlais du thème de mes recherches en cours : le marché était-il compatible avec la démocratie ? N'y avait-il pas dans les évolutions récentes le risque d'une régression de la démocratie ? Sa réponse, même si elle m'apparut *a posteriori* évidente, fut comme toujours lumineuse. Le marché, me dit-il, n'est, en théorie compatible avec aucun régime politique, aucune forme de gouvernement, ni la démocratie, ni l'oligarchie, ni la dictature »⁵.

Arrow, dit Fitoussi, est toujours lumineux. Disons qu'il manie à merveille les paradoxes logiques. Arrow est ainsi l'énonciateur d'un « théorème d'impossibilités. » Il apparaît impossible, au terme de sa démonstration, d'agréger logiquement les préférences individuelles en matière économique en une fonction de préférence collective. Un professeur d'économie résume ainsi son théorème « Arrow recherche une fonction de bien-être social sur laquelle fonder les choix collectifs. Mais il est clair que par "fonction de bien-être social" il n'entend rien d'autre qu'une procédure quelconque permettant de passer d'un ensemble de préférences

⁴ *Ibid.*, p. 52.

⁵ Fitoussi, J.-P., *La règle et le choix*, Paris, Éditions du Seuil et la République des idées, 2002, pp. 79-80.

individuelles sur les questions collectives à un ensemble cohérent de choix collectifs. Il n'y a pas de restrictions *a priori* sur la procédure en question : il peut s'agir d'une règle de vote quelconque, ou d'une autre procédure de décision collective, ou encore d'une méthode d'échanges contractuels »⁶. L'objectif fondamental d'Arrow est de savoir s'il est possible de passer, selon une procédure calculable qui respecte la cohérence des choix des agents, des préférences individuelles à une préférence collective. Seule cette possibilité éviterait le risque de sortir de l'impasse du « choix social » par la dictature d'un individu ou de factions.

Deux perspectives s'opposent donc : ou bien l'on croit qu'il y a des règles de « bonne gouvernance », un idéal qui résorbe tout réel ; ou bien l'on reconnaît un point de réel, un impossible au sens de Lacan, et l'issue ne peut plus être idéale, elle ne relève que du débat, de la négociation ouverte et incertaine. La croyance fondée sur les idéaux de procédure, les règles soi-disant inévitables établies par les experts, font partie du *reengineering* du monde. Si nous suivons Lacan, il y a science non pas lorsqu'il y a mesure, mais lorsqu'il y a un impossible repéré comme tel. C'est à partir de là que l'on peut soutenir son désir. Dans la leçon inédite du Séminaire « D'un autre à l'Autre » qu'a publié la revue *Cités*, Lacan s'appuie sur la non-clôture de l'univers du discours pour poursuivre les conséquences de l'avancée dans la psychanalyse dont il était responsable. « On ne voit pas ce en quoi le fait que l'on puisse énoncer, que l'on ait énoncé, qu'il n'y a point de clôture du discours, (logique de Gödel) ait pour conséquence que le discours est impossible (...). C'est précisément à partir de là que, de ce discours, vous (en) avez la charge (...) »⁷.

Nous avons donc et la charge de tenir le discours de la psychanalyse, de la réinventer à l'époque des Agences d'évaluation, et de ne pas permettre que le débat démocratique dont nous avons aussi

la charge ne se ferme sur de fausses évidences.

Le *reengineering* et les sales petits secrets

Du point de vue du discours du maître, le désenchantement de la civilisation, son silence infini, ne cesse que par l'agalma qu'elle peut receler. Un trésor reste caché dans ce monde si l'on sait en extraire la valeur. C'est l'enjeu de la privatisation du marché de la santé, première industrie des pays développés. Cette privatisation a eu un nom : RSC : réseaux de santé coordonnés, en anglais HMO. En 1997, dans un numéro de *Mental*, écrit à la suite de l'échec des Plans Juppé d'une part et de l'administration Clinton d'autre part, nous pouvions déjà tracer un premier bilan critique « Les conséquences de la mise en place de Réseaux de soins coordonnés, qu'ils soient gérés de façon capitaliste (*for profit*), mutualiste (*non profit*) ou étatique, sont maintenant perceptibles. Nous avons déjà un certain temps de fonctionnement et des effets après-coup qui donnent lieu à des mécontentements variés et à des débats. Le contrôle s'opère-t-il à l'avantage ou au détriment des non-malades (celui qui paye pour le malade), des malades en général, de certains d'entre eux, des médecins en général, des hospitaliers, des médecins de ville, du secteur privé, du secteur public ? Les opinions divergent très largement ... (Quoi qu'il en soit) la figure de l'avenir de l'exercice de la médecine est tracée par un spécialiste, Victor G. Rodwin, professeur en économie et gestion des services de santé à la Wagner School of public service, New York University, dans le *Monde* du 19 novembre 1996. Il notait que, « l'avenir prendra la forme de médecins travaillant à l'intérieur de réseaux (RSC), financés sur la base d'un paiement *a priori per capita*, motivés pour pratiquer une médecine du XXI^e siècle, pour travailler en équipe, minimiser le gaspillage, remplir et relire les carnets de santé, s'informatiser, suivre les Références Médicales Obligatoires, se faire accréditer. »

Dans ce système, on pouvait prévoir dès 97 qu'« il faut non seulement dire que la réorganisation du système de santé tend à mettre la psychanalyse en concurrence avec d'autres formes de psychothérapies, mais

⁶ Généreux, J., *L'économie politique*, Analyse économique des choix publics et de la vie politique, Paris, Larousse, 1996, p. 311.

⁷ Lacan, J., « De la plus-value au plus-de-jour », *Cités*, n°16, Paris, Puf, 2003, p. 132..

que la pente des réformes en cours tend à contrôler strictement, restreindre, ou éliminer les approches psychothérapeutiques individuelles. Un directeur de HMO résumait brutalement la logique de l'approche en notant : « Il faut reconnaître que le médicament est la forme la moins onéreuse de soins. »...Ainsi la psychothérapie redevient le privilège des classes moyennes »⁸.

Depuis, sept ans après, les choses se sont déplacées. Philippe La Sagna, dans un numéro récent de l'ALP a donné les lignes de force du déplacement. Examinons les réalisations récentes des deux modèles opposés, l'américain et l'euro péen, de la transformation du système de santé en réseaux. D'abord, l'année 2004 donne lieu à la mise en place d'un système, qui se veut novateur, du projet Tarmed de la Confédération Helvétique, sur lequel notre collègue suisse Daisy Seidl et Philippe Michel, d'Annemasse, ont attiré mon attention. Le chef de projet Tarmed aux Hôpitaux universitaires de Genève, le Dr André Assimacopoulos, déclare finement dans la revue des hôpitaux universitaires de Genève, qui vient de paraître, qu'un tel système « ne pouvait être inventé qu'au pays de l'horlogerie »⁹. Ce système, détaillé en 4600 « gestes », « l'ensemble des prestations médicales effectuées en ambulatoire. » Chacune de ces prestations vaut un certain nombre de points qui permettent de calculer son coût. Jusque là, rien de novateur, c'est simplement le système le plus exhaustif jamais vu. Mais le système intègre des facteurs individuants. La valeur d'un point dépend de l'acte « objectif », de la formation du médecin qui l'accomplit, et du degré de technicité de la structure médicale où l'acte est accompli. Ce qui est particulièrement innovant, très européen au sens que J-C Milner donne au terme, c'est que le système veut chiffrer l'aspect relationnel, non technique de la médecine. Il veut aussi rééquilibrer les revenus entre généralistes et spécialistes. La consultation généraliste gagne en valeur tandis que les gestes techniques en perdent. « Ainsi, les psychiatres sont mieux

rémunérés tandis que les radiologues, chirurgiens et gynécologues, par exemple, perdent une partie de leurs revenus. » Les tensions entre les différentes composantes de la corporation médicale sont donc très fortes. L'important, pour nous, est que le système donne une traduction informatique chiffrée du rapport de l'Académie de Médecine signé en juillet 2003 par MM. Allilaire et Pichot. Il distinguait trois modalités de la psychothérapie, la psychothérapie non spécialisée du généraliste, la psychothérapie spécialisée du psychiatre, et la psychothérapie codifiée qui peut être déléguée aux psychologues. On trouve dans le système Tarmed, explicitement facturée, une « consultation psychothérapeutique ou psychosociale » qui rapporte un certain nombre de points au généraliste. La facture remise au patient, le mentionne. D'ailleurs le Dr Assimacopoulos s'inquiète « En lisant « consultation psychothérapeutique ou psychosociale », qui désigne la partie de la consultation consacrée à l'impact d'une maladie sur la vie, le patient croira-t-il que son médecin généraliste le prend pour un fou ?¹⁰ »

L'acte psychiatrique psychothérapeutique est lui-même très précisément défini. Il distingue par exemple la psychothérapie analytique à raison de deux séances par semaine «Durée des séances : 45 minutes. La psychothérapie se déroule 40 semaines par année, pour une durée indéterminée, pouvant aller jusqu'à trois ans ou plus. À chaque séance, 15 minutes (un tiers de la durée de la séance) sont consacrées, en l'absence du patient, à la lecture et la rédaction des notes, à la réflexion et l'élaboration du traitement. » La première séance est séparée des autres. On distingue aussi «l'entretien avec les parents, sans le patient de référence » et les « consultations psychiatriques avec des proches et des personnes significatives¹¹ ».

Jacques-Alain Miller : c'est en activité ?

⁸ Laurent E, Nouvelles normes

⁹ Pulsations, hôpitaux universitaires de Genève, février 2004, p.7

¹⁰ Interview du Dr Assimacopoulos donné à Pulsations, février 04, Hôpitaux universitaires de Genève, p. 7

¹¹ Extraits de Tarmed-manual Psy&Psy, version tarmed-1.1-r

Éric Laurent : c'est en activité depuis le 1^{er} janvier de cette année. Et donc un de nos collègues suisses me disait que, c'est donc le premier mois, ça c'était janvier, il avait passé huit heures à, psychiatre, donc il a des consultations, il avait passé huit heures à sortir toutes, entièrement un dimanche, du matin au soir, à rentrer les données, dans...

Loin de ce système très européen, aux USA, les promesses de productivité, affirmées dans un style plus autoritaire, annoncent des mécontentements à venir encore plus bruyants que ceux qui animent déjà la campagne électorale du sénateur Kerry. Un livre récent, *La nouvelle économie impitoyable*, de Simon Head nous en donne des aperçus détaillés et inquiétants. Ce livre montre comment des programmes soigneusement chiffrés peuvent être appliqués pour traiter la parole et la réduire, faire marcher des centres d'appel et gérer le dialogue médecin-malade.

Le traitement de la parole dans les centres d'appel réduit l'échange à des scénarios qui dictent les mots exacts que les agents doivent utiliser quand ils répondent aux questions des clients. Il n'y a pas de place pour des explications supplémentaires ou pour traiter des problèmes spéciaux. Les employés d'un très grand réseau privé de santé sont prévenus de ne pas dépasser 225 secondes dans leur communication avec les clients. Des bonus sont octroyés aux employés qui arrivent à dissuader les appelants de demander un rendez-vous avec un médecin. Une des raisons en est que les médecins du système doivent voir soixante-dix patients par jour, soit passer huit minutes par patient. Les systèmes de *managed care* ont mis au point des algorithmes décisionnels qui dictent la longueur du séjour hospitalier et le traitement. On connaît moins le recours à des systèmes experts diagnostiques qui se substituent au médecin pour accélérer l'identification de la maladie. Leur but est de remplacer le vieux style de l'entretien médical où le médecin conduit l'entretien, pose des questions, décide des examens. Le diagnostic dépend alors en grande partie du

savoir-faire du médecin et le résultat n'apparaît qu'après une très longue enquête. Iliad, un « logiciel médical expert » dans son édition actuelle regroupe 900 maladies spécifiques, 1500 syndromes et 14 000 « manifestations de la maladie » depuis le sifflement dans l'oreille jusqu'à l'insensibilité d'un orteil. Un assistant du médecin peut introduire dans l'ordinateur le récit du patient et recueillir l'avis de l'expert. Bien sûr l'avis peut ne pas être univoque. C'est pourquoi le programme assigne une probabilité aux différents diagnostics proposés.

L'utilisation massive du système annonce un développement du *reengineering*. Avant de rencontrer un médecin, le réseau demandera que les patients passent par un « centre de diagnostics. » Un technicien recueillera les éléments de leur dossier médical et leurs symptômes, entrera les données dans un ordinateur. La transcription et les résultats obtenus par le logiciel accompagneront le patient. Le but est de réduire encore le temps de rencontre effectif avec le médecin.

Le système pousse au gonflement des administratifs ou *managers*. En 1980, il y avait un gestionnaire pour quatre médecins. En 2001, le rapport est de un pour un. La plupart des médecins ont donc maintenant un *coach* personnel qui leur est attribué, qui ne prescrit pas, mais qui limite, et décide ce qui doit être fait. Ce rapport, un pour un, n'inclut précise l'auteur, ni les employés qui répondent au téléphone, ni les avocats.

La situation actuelle inspire à Andrew Hacker¹², qui commente l'ouvrage de Simon Head, dans le dernier numéro de la *New York Review of Books*, une citation de Tocqueville. « (...) Dans le même temps que la science industrielle abaisse sans cesse la classe des ouvriers, elle élève celle des maîtres. Tandis que l'ouvrier ramène de plus en plus son intelligence à l'étude d'un seul détail, le maître promène chaque jour ses regards sur un ou plus vaste ensemble, et son esprit s'étend en proportion que celui de l'autre se resserre. Bientôt il ne faudra plus au second que la force physique sans l'intelligence ; le premier a besoin de la

¹² Hacker, A., « The Underworld of Work », *The New York Review of Books*, volume LI, Number 2, February 12, 2004, p. 38.

science, et presque du génie pour réussir. L'un ressemble de plus en plus à l'administrateur d'un vaste empire et l'autre à une brute. »¹³

A. Hacker renforce son propos d'un passage d'un livre récent¹⁴ édité par une fondation «libérale» au sens américain du terme. «Le *Downsizing* [la diminution par licenciement économique de la force de travail] est profitable, au moins partiellement, car c'est une façon efficace de maintenir les salaires bas. Nous pourrions dire que c'est le sale petit secret du *downsizing*. » Ce secret s'étale donc à ciel ouvert dans le remaniement des réseaux. Les secrets des patients y sont par contre très peu protégés.

En Italie, une loi vient d'être prise qui fait obligation à tout professionnel de la santé de signaler aux autorités tout usage de drogues illégales dont il aurait à connaître dans le cadre de sa pratique. Une telle loi fait que tout psychanalyste recevant confiance d'un tel usage se trouve pris dans l'empan de la loi. La première conséquence, si elle est mécaniquement appliquée, est de ne plus pouvoir traiter de sujets toxicomanes en dehors d'institutions spécialisées. Elle rejoint une autre loi prise en Californie, dont a fait état Bernard Burgoyne lors de la dernière réunion de la diagonale anglophone de la New Lacanian School. Un article du psychanalyste Christopher Bollas, membre de la Société britannique de Psychanalyse et de la Société d'Etudes Psychanalytiques de Los Angeles fait état d'un arrêt rendu en 2000 par une cour californienne. Il s'agissait d'un conflit opposant une Association de psychanalyse à la Commission de psychologie de l'Etat de Californie. L'arrêt stipule que la psychanalyse est bien un traitement de la souffrance émotionnelle, et pas une expérience de parole. Certes la psychanalyse utilise la parole, mais cela ne l'autorise en rien à se réclamer d'un premier amendement qui lui donnerait un droit à la protection de la liberté

d'expression. Il s'agit pour l'administration de soumettre les psychanalystes à l'obligation de dénoncer auprès de la justice les propos d'un patient, dès lors que ceux-ci pourraient annoncer un comportement condamnable aux yeux de la loi. Une telle extension de la délation paraît impossible à mettre en œuvre, mais elle traduit bien un état d'esprit.

Nous y voilà : d'un côté, les tentatives pour faire taire le mal-vivre, pour imposer la camisole de force du silence sur « l'utilité sociale de l'écoute » ; de l'autre, les dispositifs bruyants de chiffrage et d'évaluation du moindre « geste », accompagnés de la traque policière des « sales petits secrets » de jouissance. En somme, une véritable épidémie hystérique à l'envers. Il ne s'agit plus de faire naître une fiction bavarde, il s'agit d'éteindre les feux d'où monte la fumée qui fait signe.

Jacques-Alain Miller : il y a beaucoup de ces propos sont aussi à des fins d'intimidation. Je veux dire l'efficacité pratique de ces dispositions est encore loin d'être démontrée. On voit les fantasmes qui habitent là la classe des administrateurs, on voit aussi les paradoxes et les impasses qu'elle rencontre.

Et donc c'est un discours qui est aussi tenu à des fins d'intimidations. D'ailleurs j'ai feuilleté l'article de Bollas, il traite ça sur le mode humoristique en même temps, il n'en fait pas un [...] qui s'abat sur les esprits pour les démoraliser...

Éric Laurent : ...c'est vrai et en même temps on voit une tendance à prendre ce type de...

Jacques-Alain Miller : ...la tendance ubuesque dont nous avons parlé. La tendance orwellienne ubuesque. Mais au fond nous ne sommes pas, quand nous entendons ça nous ne sommes pas les seuls à considérer que « on ne veut pas ça. »

Lorsque c'est explicité ça suscite un mouvement de refus et donc il y a toute une part précisément de ce que tu nous découvres qui est recouvert, parce

¹³ Tocqueville, A. de, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Robert Laffont, Coll. Bouquins, 1986, p. 537.

¹⁴ Baumol, W. J., Blinder, A. S., Wolff, E. N., *Downsizing in America: Reality, Causes, and Consequences*, Russel Sage Foundation, 2003.

qu'énoncé publiquement ça suscite un mouvement de rejet.

Et en tout cas même les agents de cette emprise orwellienne reculent quand on leur présente les textes même qu'ils signent. Par exemple ça m'a beaucoup frappé, ça a beaucoup contribué à mon optimisme d'entendre, lors d'un débat sénatorial, au fond un sénateur reprocher au ministre de la santé son hygiénisme, et que le ministre loin d'assumer ce qui est évidemment sa pratique hygiéniste s'en défende, c'est-à-dire qu'il y a encore un écart qui subsiste entre ces fantasmes autoritaires et puis le commun.

Maintenant il est certain qu'une élite administrative déterminée arrive à installer des procédures contre le gré du commun mais il y a là encore un écart qui fait que le seul fait de l'énoncer, d'attrister toute l'assistance est en même temps potentiellement le ressort d'un refus. Et cette dimension là ne doit pas être ignorée, parce que tu le montres aussi c'est un discours d'intimidation en même temps...

Éric Laurent : ...ce sont des tentatives d'intimidation, d'un côté pour en effet tentatives pour faire taire le sujet, pour imposer la camisole de force, de silence sur l'utilité sociale de l'écoute et d'autre part des dispositifs bruyants de chiffrage et d'évaluation du moindre geste qui font que l'ensemble du dispositif de relation à l'autre serait susceptible d'une codification étroite et parfaitement définie.

Alors tout ça se sont des dispositifs pour faire taire. Je commenterai dans une partie en particulier une autre tentative mais qui est celle d'un universitaire qui faisait part, le psychanalyste, de ses réflexions sur la réglementation des psychothérapies après le vote par le sénat de l'amendement Mattéi, mais je le laisserais peut-être...

Alors, si on peut trouver en effet sur un site Internet, d'une association de psychanalyse, les réflexions d'un psychanalyste, universitaire, sur ces réglementations et sur l'amendement Mattéi.

Alors ce qui est très frappant c'est que d'un côté il se montre étrangement complaisant au rapport de l'Académie de médecine pourtant qualifié de médico-centrisme exacerbé – c'est lui qui le dit - et il accable de sarcasmes toutes les formes d'autorégulation des psychothérapies et des psychothérapeutes.

Il excuse volontiers les aberrations du point de vue économique par des formules du type : « Oh! il n'est pas étonnant qu'un rapport au nom de l'Académie de Médecine soit très médico-centré, et aille jusqu'à préconiser, comme le rapport du professeur Berland sur les « transferts de compétence », un statut paramédical pour les psychothérapeutes et valorise les thérapies visant la suppression des symptômes considérée comme guérison validant « scientifiquement » - entre guillemets - la méthode. »

Je cite toujours ce site : « Par là, - l'auteur- il se rapproche de ce rapport de l'Académie de Médecine des projets du rapport dit Cléry-Melin, typique de l'utopie planificatrice qui donnerait au « psychiatre territorial coordinateur » un rôle de chef d'orchestre de la Santé mentale en rupture avec la politique de Secteur laborieusement mise en place depuis 1961. »

Donc, au fond, il reprend les arguments sur lequel lui-même d'ailleurs, cet auteur, sur lequel il était absolument silencieux avant le vote de l'amendement Mattéi, il les reprend et les présente en disant oui ça n'est pas grave ; ça, ça n'est pas grave, « ce qui est grave, dit-il, c'est deux choses. D'abord l'éventuelle intégration de la psychothérapie analytique dans une motion plus large de psychothérapies. »

Alors là oui il exerce de sévères critiques. Comme il dit : « Ce qu'il convient de discuter d'abord ici c'est la référence faite à des études comparatives de méthodes psychothérapeutiques qui permettraient de dégager un « facteur commun non spécifique », et, du fait de cette relativisation, de préconiser l'éclectisme des pratiques, ou encore la

psychothérapie dite intégrée ou intégrative. »

Alors c'est là ce qu'il considère être le danger principal. Alors que cette technique intégrative c'est en effet il vise par-là vraiment un tout petit détail.

La technique est la même lorsqu'il résume rapidement les arguments qui nous ont mobilisé, et sur lequel lui-même encore avait été totalement silencieux à l'approche du vote de l'amendement Accoyer.

Il note ceci : « Pour certains, les amendements Accoyer, Giraud ou Mattéi, et tout cadre juridique, ont été jugés inutiles et dangereux parce qu'ils mettent en cause des situations établies sans avoir les moyens de distinguer les bonnes et les mauvaises pratiques psychothérapeutiques. Et, ni les médecins qualifiés en psychiatrie ni les psychologues cliniciens ne sont obligatoirement qualifiés en psychothérapie. »

Il continue : « Sur les arguments qui méritent attention, certains estiment le projet d'amendement inutile et inopportun. Ils redoutent les pouvoirs de jugement et de contrôles conférés aux psychiatres de la psychiatrie hospitalo-universitaire au moment même du retour de la neuropsychiatrie dans les orientations théoriques et pratiques. Les progrès des chimiothérapies et des neurosciences sont parfois utilisés en effet pour mettre en cause la séparation de la neurologie et de la psychiatrie conquise de haute lutte après 1968. Pour d'autres - continue-t-il - ces amendements apparaissent comme un des symptômes de l'emprise totalitaire de l'« État stratège » - donc il a de bonnes lectures, bref néanmoins, il balaye tout cela, tous ces arguments sur lequel lui-même était resté parfaitement silencieux, il balaye tout cela et il affirme bien que tout cela n'est pas grave l'adversaire c'est toujours le psychothérapeute formé en dehors de l'université et le psychanalyste lacanien, à coups de contre-vérités, de diffamation, d'appels à la chasse aux charlatans et à vouloir constituer un front commun de psychologues et de

psychiatres contre les philosophes et autres têtes pensantes.

Donc il ose dire que « L'éclatement de l'École de Lacan en de nombreux sous-groupes rend difficile la distinction de ceux qui sont analystes et de ceux qui, parfois sans expérience clinique et sans autre formation qu'une analyse dans des conditions discutables, dans une pratique sans rendez-vous, avec des séances de durée brève, voire ultra brève, dans l'imitation du fonctionnement du cabinet du Dr Lacan, qui lui a valu, il y a cinquante ans, l'exclusion de l'Association internationale, etc. Il n'est pas douteux que ces pratiques – dit-il - puissent être analytiquement efficaces dans une certaine mesure pour ceux qui ont les moyens d'y trouver la dynamique de l'auto-analyse. »

Donc, ceux qui s'analysent c'est en fait que de l'auto-analyse et il continue ses diffamations qui sont quand même d'un ton extrêmement rares.

Voilà.

Alors, par ailleurs, la campagne d'opinion, d'intérêt des intellectuels, tout ça est balayé comme soi-disant [...] la liberté, le thème de la liberté et de son utilisation, en dehors de tout ce qu'il présente comme une sorte d'agrégat avec quelque chose qui est inquiétant, il conclut sur les figures du SAMU, le rassemblement des associations psychanalytiques dans le « Groupe de contact », et des universitaires enseignants de la psychopathologie.

Au fond la réorganisation du champ « psy » lui importe peu, il ignore la montée en puissance des thérapies cognitivo-comportementales alliées avec le courant dominant de la psychiatrie universitaire. Il est à l'égard de tout cela d'une belle indifférence qui relève sans doute aussi de quelque chose, même qui relève sans doute aussi d'un type d'épidémie hystérique [...].

Voilà.

Applaudissements

Jacques-Alain Miller : oui une petite information dans ce que tu apportes ici.

Il y a d'abord au moins dans la première partie - j'ai découvert le texte en même temps que l'auditoire - dans la première partie, on voit que la prise en compte d'un nouvel objet, du cerveau, autorise ces théoriciens non pas du tout à éliminer la psychanalyse, ça c'est un mouvement déjà ancien, déjà dépassé me semble-t-il, c'est au contraire de lui donner, de la reformuler en termes de processus qui sont expérimentalement repérables.

Évidemment tout le monde rit lorsque tu reprends cette rubrique du *Monde*, cette rubrique « Sciences » spécialisée dans ces bonnes nouvelles. Le journaliste qui la tient monte régulièrement en épingle ce genre de bonnes nouvelles qui sont du type suivant : ce n'est pas du tout repousser la psychanalyse, c'est expliquer que ce que Freud a approché d'une façon intuitive et sans les méthodes de l'imagerie moderne peut trouver maintenant un fondement scientifique. Donc ça n'est plus le refus frontal de la psychanalyse, au contraire ce qui s'affirme maintenant c'est la croyance on peut même dire naïve à cet égard dans la pensée inconsciente et la pensée transcrite comme cognition et processus cognitif.

Donc l'inconscient devient un type spécial de processus cognitif et donc la méconnaissance comme le refoulement sont susceptibles d'être repérés de façon objective et ça, ça avait déjà cours, mais on peut dire qu'il y a une montée en puissance de cette retranscription neuroscientifique de la psychanalyse. Et on l'observe sur un autre versant également, une retranscription comportementaliste de la psychanalyse.

Au fond cette psychologie scientifique a un concept de la causalité psychique, un concept fort de la causalité psychique, en termes de conditionnement, en termes néo-pavloviens.

Elle considère le sujet comme non pas un effet du signifiant, comme un

effet de contexte, mais un effet d'environnement. Le sujet, ça n'est pas le sujet effet du signifiant c'est le sujet effet des événements qui se sont produits.

Ce sujet effet de l'événement, finalement, c'est le vieux sujet empiriste, c'est le sujet de la table rase, de l'empirisme, de la *tabula rasa* de John Locke, le sujet n'est rien au départ, il est une pure surface d'inscription, ce qui lui advient - alors ça doit être modulé par l'inscription biologique, mais enfin dans son modèle pur, en général ce sont des invariants qu'on va considérer comme biologiques, mais au niveau psychologique, proprement psychologique, le psychologique est un effet du social, il est considéré comme l'environnement.

Ce qui fait maladie mentale c'est que le circuit stimulus-réponse se trouve inhibé et il s'agit de désinhiber le circuit stimulus-réponse et donc la cure analytique elle-même peut être retranscrite comme une expérience de déconditionnement.

Donc, là nous sommes à un stade beaucoup plus subtil que celui de la forclusion de la psychanalyse, de la mise de la psychanalyse en dehors du champ, c'est au contraire l'accueil de la psychanalyse et sa retranscription dévaluante ou bien en termes neuroscientifiques ou en termes comportementalistes, cognitivo-comportementalistes.

Nous allons voir naître, nous voyons naître, s'esquisser une psychanalyse cognitivo-comportementaliste. Alors c'est une fausse psychanalyse, bien entendu, mais qui applique sur les concepts fondamentaux de la psychanalyse des notions psychologiques et donc le vieux rêve qui était celui de Hartmann, que Lacan avait critiqué jadis, de la résorption de la psychanalyse dans la psychologie générale, et qui à un moment où s'est effondrée la psychologie du moi, l'*Ego-psychology*, cet idéal faisait rire eh bien il n'est pas abandonné et un demi-siècle plus tard il revient par les biais que je viens de dire, et donc, enfin,

c'est un *remake* comme on dit, il y a un *remake new-look* de l'*Ego-psychology* appuyé sur le langage des neurosciences et le vocabulaire cognitivo-comportementaliste.

Éric Laurent : ...je trouvais très parlant de dire au fond Widlöcher se retrouve vice-président, lui-même président d'une société cognitivo-comportementaliste et de l'IPA se retrouve au fond éponyme du processus, du projet, au fond en apparence, dit-il, il s'agit travailler avec les cognitivistes pour montrer que des fondements, qu'il y a des fondements en effet cognitifs aux opérations psychanalytiques, et en fait le projet c'est de résorber tout cela dans la psychologie générale, projet hartmanien en effet dont lui-même prend maintenant le nom et apparemment celui qui était désigné ensuite poursuivra dans cette même voie : résorption dans le cognitivo-comportementalisme...

Jacques-Alain Miller : ...vous voulez dire quelque chose ?

Agnès Aflalo : je pensais à propos de Widlöcher qu'il ne se cache pas de ce projet là et il le dit plutôt clairement...

Jacques-Alain Miller : ...vous avez les textes ?...

Agnès Aflalo : ...ils sont assez volumineux les textes, je pensais au *Traité de psychopathologie* de Widlöcher qui doit faire 1000 pages, mais là, enfin, il s'en explique aisément me semble-t-il.

Jacques-Alain Miller : Alors, maintenant, tu as évoqué les bonnes nouvelles, [...] le signale, comme emblématique de l'époque. Je n'ai pas lu ce textes là, mais je le déchiffre à travers ce que tu as dit, ce sont les bonnes nouvelles du progrès, nous sommes périodiquement en effet informés qu'encore une nouvelle frontière a pu être franchie, et ce sont

les bonnes nouvelles qui consistent en ceci : le savoir se montre capable de maîtriser ce qui lui échappait auparavant, c'est-à-dire ce sont les progrès qui se placent tous sur l'axe S_2 flèche petit *a* et les bonnes nouvelles viennent de ce moment, c'est de là que sourdent les bonnes nouvelles, sourdent et éclatent les bonnes nouvelles.

Alors, donc, le signifiant chante à l'humanité son progrès et ne cesse pas de vaincre le plus-de-jour. En effet ces bonnes nouvelles, ce sont des victoires, il y a des victoires continues sur un plus-de-jour qui, en même temps, devient de plus en plus inquiétant, en même temps qu'on repère qu'il s'accumule dans des poches, qui donnent lieu à des mécontentements spécifiques ou à des révoltes étranges ou à des crimes monstrueux, etc., en même temps que la bonne nouvelle continue et le rapport entre le flot continu de bonnes nouvelles et le flot continu de mauvaises n'est pas absolument fait, la connexion n'est pas faite, à ce niveau.

Alors, autre point que je relevais, ça c'est plutôt toujours dans la première partie de ce que tu as dit, il m'a semblé que tu pouvais t'appuyer sur le mathème lacanien grand *S* de *A* barré, sur le fameux non calculable essentiel pour justifier la démocratie. Et en effet, s'il y a quelque chose qui n'est pas calculable alors il faut négocier, il faut parler ensemble.

Il me semble que jadis, on avait pris ça d'une façon peut-être plus ironique, c'est-à-dire on avait justement déduit de « l'Autre qui n'existe pas » la prolifération des comités d'éthique, des comités qui doivent discuter sur les valeurs puisqu'il n'y a pas de valeur absolue. Et nous prenions ce revers plutôt comme le revers de « l'Autre qui n'existe pas » plutôt que comme qu'à nous faire, nous, les défenseurs de la parole démocratique.

Alors que, en même temps qu'on ajoute que « c'est le plus mauvais le système à l'exclusion de tous les autres », la clause régulière qui vient mais enfin avec peut-être moins de foi

dans la démocratie qu'un économiste comme M. Fitoussi. Son dernier ouvrage - que j'ai parcouru - est habité par le rêve d'une démocratie qui arriverait à maîtriser le marché ou qui arriverait à combler, qui serait quand même le pansement du paradoxe du marché, ce qui paraît peut-être aussi une bonne nouvelle fallacieuse.

Éric Laurent : oui en effet on peut le dire en un sens, effectivement je l'ai pris là de façon en effet moins ironique puisque nous sommes en plein milieu de débats démocratique divers sur lesquels il faut en effet que des signifiants-maître qui permettront de lire tout cela apparaissent de la bonne façon.

Alors c'est sans doute le contexte qui m'a fait en effet plutôt prendre ça, mais Sloterdijk au fond, lui, ce qu'il met surtout dans son livre c'est l'aspect description de la fin des idéologies disons grosso modo comme un vaste processus délirant, tout est délayé, tout était finalement au fond Nietzsche allait voir, tout n'est que bonne nouvelle, donc effectivement c'est au fond toute pensée est une affirmation narcissique de soi. Alors c'est son côté pensée cynique et c'est cet aspect où chacun devient, s'acharne à, au fond il logeait son narcissisme fondamental. C'est un peu, c'est la note...

Jacques-Alain Miller : ...mais enfin quand il cite, tu as cité venant de lui une parole d'Emerson – que quelqu'un comme Richard Rorty revendique encore comme son maître - un pragmatisme anarchisant.

Emerson formule l'impératif non pas simplement penser par soi-même, c'est l'impératif kantien, impératif vulgaire mais penser en vous différenciant de tout autre, pensez ce qui vous est propre.

Et il me semble que la critique sous-jacente de Sloterdijk c'est : c'est devenu la règle du conformisme contemporain, c'est-à-dire tout le monde est invité à être original, et là nous avons la formule d'un individualisme qui est sensiblement

différent de celui de jadis que Lacan pouvait, il y a longtemps, appeler l'individualisme humaniste. Là nous avons un individualisme anémique, mais qui est en même temps, qui est une formule, une revendication contemporaine de liberté : mon corps est à moi, mes idées sont à moi, mes vêtements sont à moi, c'est à moi et il l'oppose en effet à l'affirmation de la grande individualité, du vrai non-conformisme qui peut aller plutôt au-delà de ce non-conformisme obligatoire.

Et donc le non-conformisme de la grande individualité qui ne se définit précisément pas par le narcissisme. Il me semble qu'il ne taxe pas...

Éric Laurent : ...alors lui-même le prend, ça c'est son ton ironique, celui y compris les grandes individualités, en plus c'était une conférence où on l'invite à faire ça au centenaire de Nietzsche, dans un cadre où il aurait dû l'éloge de Nietzsche et au fond il se moque des esprits libres, de tout ça, tout ça est une variante, il y a un côté grande moquerie y compris de ceux qui se penseraient les esprits libres, ils se retrouvent des variantes de...

Jacques-Alain Miller : ...et ce qu'il oppose Nietzsche et Emerson, ou il ne les oppose pas ?

Éric Laurent : ...il les oppose et après pour dire mais finalement c'est un gradient et quand même tous nos sentiments...

Jacques-Alain Miller : ...moi ce que j'ai compris de la situation que tu as donnée, à son propos, c'était qu'il disait nous ne sommes que des non-conformistes au sens d'Emerson, c'est-à-dire nous sommes tous des non-conformistes et nous n'atteignons pas à l'esprit libre [...]. Il y a bien une opposition...

Éric Laurent : ...il y a tout à fait ça, et en même temps il y a...

Jacques-Alain Miller : ...parce que

par exemple l'originalité de Nietzsche était parfaitement compatible avec, même se supportait de l'admiration des Classiques par exemples. Il mettait au-dessus des romantiques et de leur recherche d'originalité mais d'une originalité déjà émersonienne, narcissique, il mettait au-dessus l'originalité supérieure du classique qui n'a pas besoin de rechercher l'originalité pour elle-même, qui peut atteindre là un équilibre supérieur.

Il me semble, en tout cas ça m'a l'air construit, je ne connais que ce que tu as cité et développé, il me semble que ça contient ces deux versants.

Alors, évidemment, je voulais faire quelques petites remarques, je ne sais pas si au point où on en est on pourra entrer dans le bio-psycho-socio, essayons, dont veut parler Agnès Aflalo, il me semble que nous avons à comprendre..., il y a parmi nous évidemment des préjugés communs, des préjugés communs qui ne nous sont pas simplement propres, heureusement, mais enfin qui font que nous rions d'un certain nombre d'excès et ces préjugés communs ont tout leur intérêt dans la mesure où ils peuvent être le ressort d'un refus et d'une révolte, et on l'a vu.

En même temps nous sommes, en élargissant le panorama qui au début était concentré sur une personne, sur un député de l'Assemblée, nous avons progressivement découvert un continent, et nous avons trouvé à reformuler un phénomène de civilisation et en effet ce phénomène, nous avons à le comprendre pour savoir comment nous piloter, nous diriger dans ce phénomène.

Ce qui m'a frappé dans ce moment, et des lectures complémentaires que j'ai pu faire, c'est que l'impératif d'évaluation est quand même présenté comme évident et qu'il est souvent reçu comme évident. Il y a une évidence de l'évaluation dont il faut trouver les racines.

Je me suis demandé pourquoi cet impératif est-il évident ? Alors quel est cet impératif ? c'est un certain « il faut savoir », c'est un impératif

épistémique : il faut savoir ce que ça vaut.

Alors le « il faut savoir ce que ça vaut », ça pourrait être un impératif épistémique & axiologique concernant les valeurs au sens moral, au sens spirituel mais en fait c'est un impératif qui est épistémique et économique. Ce qui est assez bouleversant quand on ouvre maintenant les traités de psychiatrie, contemporains, ceux qui s'élaborent actuellement, ça peut être le traité de psychiatrie bio-psycho-social dont parlera Agnès Aflalo, ça peut être le Manuel de psychiatrie année 2000 qui est sorti récemment, c'est que le social et l'économique, l'économie de la santé rentre de plain-pied dans la théorie psychiatrique elle-même. Je ne crois pas, je n'ai pas vérifié dans un vieux manuel de psychiatrie de Henri Ey s'il y avait un chapitre - mais je ne crois pas - d'économie de la santé mentale au sens de la rationalisation des coûts et des profits en santé mentale.

Nous avons longtemps parlé de la psychiatrie qui s'organisait autour des effets du médicament mais là nous sommes devant tout à fait autre chose, nous sommes devant une psychiatrie dont la clinique s'organise en fonction des coûts financiers. C'est une nouveauté et la considération du coût financier entre de plain-pied dans le manuel de psychiatrie et fait sortir la clinique, fait sortir le un par un qui est en effet trop coûteux, ou qui réduit absolument le un par un.

La codification n'est pas seulement réservée à un type de psychothérapies uniquement, la codification est là pour réduire le temps passé à l'unique. Et donc on a l'entrée du calcul économique et qui dit à la clinique comme Tartuffe : c'est à vous d'en sortir et c'est très saisissant avec quel aplomb s'est formulé.

Nous l'avons entendu, nous l'avons entendu avec le sourire, nous avons entendu la même chose avec le sourire de la part du si sympathique Bernard Kouchner quand il est venu nous rendre visite et qui disait : il vous faudra bien prendre en compte le coût

financier ; et qui pourrait ne pas être d'accord ?

Nous assistons à travers ces phénomènes, la transformation s'accomplit et c'est peut-être un comble, le comble du processus, une acmé du processus, maintenant ça touche, en effet, entre guillemets « le psychique », ça touche nos disciplines, ça touche la psychanalyse, la transformation de tout être en valeur, en valeur comparable, c'est-à-dire nous sentons le poids, la pression de ce qui s'accomplit comme la fabrication d'un univers homogène. Et pour que cet univers soit homogène, il faut que aussi bien - dans leur langage - les émotions, les comportements, les conduites y passent et le langage aussi. Il faut que ce soit homogénéisé et comparé.

Et donc nous sentons la pression d'un métalangage universel, j'hésite même à dire métalangage parce qu'il se présente comme langage-objet, comme le langage préalable du chiffrage, de la comptabilité.

Et en effet avec l'évidence qui s'attache depuis toujours aux mathématiques. C'est comme ça que Heidegger dans son cours sur « Qu'est-ce qu'une chose ? » définit la *ta mathemata* avant même que vienne le mathématique, la science mathématique, la *ta mathemata* c'est ce qu'on sait toujours d'avance sur ce qu'est le monde.

Et ici la *ta mathemata*, c'est ce qu'il y a de plus évident dans ce qu'on peut percevoir du monde et c'est à ce niveau là, me semble-t-il, que se place le processus auquel nous assistons malgré leur sophistication.

Et donc ce qu'on dénonce comme marchandisation, en fait, plus profondément, c'est cette homogénéisation généralisée et alors elle est peut-être spécialement maintenant sensible en Europe justement parce que la construction d'un espace européen commun à de vieilles nations qui ont de vieilles traditions, qui ont des langues différentes, rend particulièrement urgent pour la gouvernance et en même temps stupéfiant pour les sujets,

cette homogénéisation.

On la sent maintenant, elle arrive dans l'enseignement supérieur, par exemple, où se constitue un espace européen de l'enseignement supérieur, et où les processus d'évaluation en cours dans chaque pays doivent s'internationaliser, et là nous avons un effort prodigieux, on aurait dit jadis de l'intelligence, un effort prodigieux du signifiant pour réaliser l'homogénéité sur cet espace et en même temps, au moins pour l'instant, nous devons constater que c'est un beau rêve, c'est un beau cauchemar puisque ça ne marche pas. Je crois que le codicille qu'il faut ajouter à toutes ces descriptions que tu as données par exemple, il faut ajouter *et ça ne marche pas*.

Ça ne marche pas avec ce qui habitent en même temps les agents de ça, les agents qui sont transis eux-mêmes par ce mouvement, que eux ils ajoutent *ça ne marche pas encore*.

C'est la bonne nouvelle mais il y a, on trouve toujours, là on jouit de plusieurs comités d'évaluation en France, et donc j'ai un certain nombre de documents sur ce sujet et ce qu'il y a de commun c'est ça, le *ça ne marche pas encore*, mais il faut dire que [...] un effort, et en même temps c'est un effort prodigieux, un effort où on peut reconnaître un moment de l'esprit, comme dirait Hegel.

Alors c'est quoi ? C'est une transformation de l'être, je disais en valeur, en valeur comparable, c'est une transformation de l'être en savoir. Et en même temps ce savoir, c'est un savoir avant tout de l'avoir - je m'excuse de ces assonances qui ne sont pas traduisible dans toutes les langues et donc qui ne font pas parties du métalangage en question - un savoir sur l'avoir et qui est essentiellement, nous ne trouvons là rien de nouveau c'est un savoir sur ce que ça coûte, ça débouche toujours sur le savoir de ce que ça coûte et de ce que ça rapporte.

Donc sur le rapport entre la dépense et le bénéfice, entre le coût et le profit.

Ce qui s'impose, ce qu'on a appelé pour le dénoncer jadis la rentabilité,

mais enfin la rentabilité qui faisait appel, qui faisait partie d'un ensemble de concepts avec l'exploitation, etc., beaucoup de choses idéologiques, la rentabilité simplement apparaît sous les espèces de l'évaluation comme la figure dominante de la rationalité contemporaine et imbattable : de toutes choses on peut demander ce qu'elles coûtent et ce qu'elles rapportent. Et de toutes choses il faut savoir ce qu'elles coûtent et ce qu'elles rapportent pour pouvoir faire le rapport entre les deux et pouvoir maximiser ce rapport.

Ça, c'est l'essence de l'utilitarisme. On s'est étonné jadis que Lacan ait donné dans son Séminaire de *l'Éthique de la psychanalyse* une telle place à la doctrine utilitariste, avec référence à celui qui l'a inventé, à Jeremy Bentham, à l'époque personne ne connaissait Bentham, l'utilitarisme paraissait une doctrine exotique anglaise qui a eu son heure de gloire dans la première moitié du XIX^e siècle, et on s'aperçoit au contraire à quel point, et Lacan le signalait déjà, elle est déterminante pour la rationalité contemporaine.

Lorsque tous les signifiants-maître ont disparu, ce qui reste c'est le signifiant-maître de l'utile, il faut que ça serve et le rapport entre le moyen et la fin se déverse dans le rapport coût /profit.

Il y a une co-appartenance entre le savoir et l'utile. S'il y a utilitarisme il doit y avoir savoir et calcul de ce que ça coûte et de ce que ça rapporte.

L'évaluation, nous avons pu avec Jean-Claude Milner évoquer par quel moyen elle s'insinue et elle essaye de gagner les esprits mais le pas suivant, c'est de voir sur quoi elle débouche, elle débouche nécessairement, l'évaluation est un autre nom de la généralisation du rapport coût/profit sur toute activité humaine.

Et on peut dire même, sur les processus de pensées, ce qui anime les thérapies cognitivo-comportementalistes c'est aussi l'idée, c'est un point de vue économique comme on disait déjà du temps de Freud, c'est le point de vue économique et c'est l'idée d'améliorer

le rendement de l'appareil psychique.

Alors on s'aperçoit rétrospectivement aussi, nous l'avons déjà évoqué, de ce que pouvait avoir de désespéré et en même temps de central, l'appel, la façon dont Lacan situait sa propre position comme celle de faire honte.

C'est toi-même Éric qui l'avait signalé à la fin de son Séminaire XVII, *l'Envers de la psychanalyse*, faire honte.

Faire honte au nom de l'honneur, [...] c'est-à-dire au nom d'un signifiant-maître qui lui serait absolu, l'honneur c'est vraiment ce qui s'oppose à l'utile, ce que l'utile invalide, un honneur qui peut être un signifiant-maître tellement absolu qu'il vaut qu'on perde la vie pour lui, et c'était l'exemple de Vatel.

Alors on voit bien, en effet, que là Lacan n'hésitait pas à avoir recours, sans doute pour faire comprendre, mais enfin avoir recourt à une valeur aristocratique, hors calcul, l'honneur ne calcule pas, il n'y a pas de rapport coût/profit, il y a même plutôt que du coût alors que l'utile, évidemment, c'est une valeur à la fois qu'on peut dire dans les termes de jadis bourgeoise et prolétarienne.

C'est le même écho qu'on trouve évidemment dans l'évocation qui paraît si désuète aujourd'hui d'un De Gaulle parlant de la grandeur de la France. La grandeur évidemment ce n'est pas un concept quantitatif, ce n'est pas une valeur quantitative, c'est précisément un surplus par rapport aux valeurs de l'utile.

Alors, là-dessus, à la fois Lacan a très vite senti vers quelle civilisation nous allions et il n'a pas pris une position de nostalgie, il l'a senti spécialement dans son texte « La psychiatrie anglaise et la guerre » en 1947 et la leçon qu'il a tiré de ce grand moment et de la défaite de l'Allemagne devant les puissances anglo-saxonnes, il a tiré la conclusion qu'en effet c'est l'économie de l'utile qui allait l'emporter sur les valeurs aristocratiques.

Il oppose, là c'est encore tout frais, n'est-ce pas, à propos des événements que sont le débarquement Allié en France et le passage du Rhin, très

précisément, il oppose la tradition allemande qui est là vaincue, la tradition de la caste des guerriers, avec, mentionne-t-il, le halo de sacré plus attaché de toujours aux guerriers, elle est là défaite par ce qu'il appelle les ingénieurs et les marchands.

Je le cite, vous trouvez ça dans les *Autres écrits*, pages 103-104 : « ... toute la puissance de cette tradition ne pesa pas une once contre les conceptions tactiques et stratégiques supérieures, produits des calculs d'ingénieurs et de marchands. »

C'est un diagnostic extrêmement précis qu'il faut garder en mémoire. Ce qui fait que quand il évoque, quand il constate en Angleterre pendant la guerre l'association du psychiatre au fonctionnaire, à l'administrateur, ce qu'il appelle le psychotechnicien qui est le psychologue qui fait passer des tests, il donne un certain assentiment à ceci, en prenant la précaution de dire il ne faut pas qu'il y ait de dégradations qualitatives mais au fond il ne fait pas de barrage contre le [...], il y a là quelque chose, un phénomène, de civilisation, la coupure représentée par la Révolution française se répercute à la fin de la deuxième guerre mondiale et ça n'est pas en regardant en arrière qu'on peut trouver une place.

Et en même temps je voudrais signaler, j'ai retrouvé ça dans le texte, l'intérêt certain qu'il marque aux recherches statistiques, je signale qui avaient alors cours, et à tout ce qui fait passer à l'échelle collective les phénomènes que le psychanalyste connaît en réduction.

Laissons pour l'instant un peu Lacan de côté pour revenir sur nos schémas d'évaluation.

Je peux mentionner, j'ai pris la peine de regarder, à savoir le bulletin numéro 38 de novembre dernier du Comité national d'évaluation des universités, C.N.E., qui avait été fondé et présidé d'abord par Laurent Schwarz, et qui est confronté à la constitution de l'espace européen dans l'enseignement supérieur.

Alors on voit que, pour le dire très vite, on n'a pas beaucoup de temps, il

s'agit de rendre, de faire des collectivités d'enseignements supérieurs, mais c'est applicable à toutes les collectivités de travail, aux établissements, aux centres de soins, ça me semble généralisable, il s'agit de faire de ces collectifs des sujets autonomes qui sont définis comme des sujets responsables au sens où ils s'engagent à appliquer une tâche et qu'ils sont capables de répondre de ces engagements.

Il y a un effort, à travers l'évaluation, pour transformer en sujet du collectif. Évidemment être responsable, c'est être là capable de répondre devant un Autre, et donc le paradoxe est justement que le fait de faire de ces collectifs des sujets et de leur assigner une autonomie responsable fait du même coup émerger un Autre (un grand Autre) d'autant plus exigeant qui est leur partenaire.

Je cite ce que j'ai trouvé dans cette littérature un peu ingrate « dans la perspective d'une autonomie grandissante, disent-ils, le nombre des partenaires auxquels il conviendra de fournir des informations fiables et pertinentes augmente. »

Et donc voilà un Autre, l'Autre qu'il faut informer, auquel il faut transmettre du savoir, cet Autre est en inflation constante et c'est un Autre qui exige qu'on fasse, non seulement qu'on fasse, qu'on opère, qu'on agisse, mais qu'on fasse la démonstration, l'Autre exige qu'on démontre. On doit démontrer qu'on assume ses responsabilités, qu'on respecte ses engagements et qu'on le fait au meilleur coût. En fait c'est un espace où les collectifs sont des sujets qui ont continuellement à faire la démonstration, sous le regard de l'Autre, qu'on peut leur faire confiance, enfin exactement faire la démonstration pour donner confiance.

Ils appellent ça même exactement la logique de la démonstration et qui me paraît là le cœur de ce qu'on aperçoit dans l'évaluation au pas suivant de celui que j'avais évoqué précédemment.

Une logique de la démonstration

dont les deux pôles sont la démonstration et la confiance, mais ça ne veut dire qu'une seule chose c'est que ces collectifs sujets ont à faire à un Autre qui est méfiant par nature, par structure et devant lequel il faut s'exonérer en permanence, se justifier en permanence d'exister et de fonctionner.

Alors je ne peux pas vous citer dans le détail le discours de Laurent Schwartz le 10 mai 1985, dans l'installation du Comité national d'évaluation, mais enfin c'est un discours qui ne parle que de confiance, de liberté, de courage, d'objectivité, de transparence, qui assure que le comité d'évaluation n'exerce pas un contrôle policier – ça donne confiance ! il n'a pas les moyens d'ailleurs - mais ce que ça met en valeur c'est que pour que ces collectifs soient des sujets, l'étape majeure de cette subjectivation du collectif, c'est l'auto évaluation dont on voit la recommandation au oui, la recommandation qu'elle soit toujours dans un collectif confié à une instance spécifique qui assure en permanence le pilotage du collectif.

Eh bien je crois que ça ne veut dire qu'une seule chose, qu'on peut le retranscrire comme ça, qu'il s'agit de doter les collectifs, disons le collectif, de doter le collectif d'une conscience de soi, l'auto-évaluation confiée à une instance qui en permanence pilote le collectif c'est vraiment, enfin je n'arrive à le conceptualiser que comme une conscience de soi objectivable sous la forme d'un savoir transparent et communicable à l'autre, avec le résultat que toute activité du collectif et ça descend évidemment aux éléments individuels, mais que toute activité du collectif doit être doublée en permanence du savoir de l'activité.

C'est-à-dire que toute activité, vous avez une tâche à faire, vous avez des soins à distribuer, mais que toute votre activité spécifique en tant que collectif doit être doublée de l'activité d'élaboration du savoir de cette activité.

On pourrait même dire c'est aristotélien, il s'agit de créer une âme au collectif, de le doter d'une âme. On

pourrait même dire ça fait partie, c'est peut-être pour ça qu'il y a de tels enthousiasmes religieux pour l'évaluation, c'est vraiment, ça fait partie du processus de conscientisation de l'humanité au sens de Theillard de Chardin, c'est vraiment la conscience, par l'évaluation le collectif accède à la conscience, à travers le procédé de l'évaluation.

On pourrait le dire en termes aristotéliens, on dote le collectif d'une âme, qui devient, qui doit être la forme, à l'horizon c'est auto évaluation dote le corps du collectif d'une âme qui le pilote.

Alors, faisons encore un pas, tout cela est très simple, faisons encore un pas, le pas à faire c'est de s'apercevoir que justement c'est un mode tout à fait inédit de formation de l'unité des collectifs, nous connaissons le mode que Freud a isolé, par identification, dans son *Massenpsychologie*.

Freud avait isolé la formation de l'unité du collectif par identification et dans les termes de Lacan on discute de savoir est-ce que c'est au signifiant-maître, est-ce que c'est par le biais de l'objet petit a, là c'est autre chose, c'est d'essayer de donner au collectif son unité par le savoir, par S_2 , et ça, on peut dire que ça n'a jamais été tenté, ça n'a jamais été tenté et précisément alors que toutes ces formations collectives, y compris celles que Lacan étudie dans « La psychiatrie anglaise et la guerre » à partir de Rickmann et Bion passe par la fonction du leader, par la fonction du Un en plus, c'est une fonction qui est absolument absente de tous ces traités d'évaluation, parce qu'on essaye d'obtenir la subjectivation du collectif uniquement par le savoir et par un savoir homogène et donc la fonction du plus-Un ou du moins-Un est strictement impensable dans ce cas là.

Alors évidemment ce qui ne peut pas être là caché, c'est que cette évaluation, l'élaboration du savoir de soi, de l'activité, cette élaboration a elle-même un coût, l'évaluation coûte, l'évaluation distrait des ressources au collectif où elle s'implante, et donc il faut que l'évaluation soit elle-même

justifier son existence dans le rapport coût/profit, et il y a donc une part, alors ce qu'ils sont obligés de noter c'est qu'évidemment dès que l'évaluation se met à s'implanter dans un collectif le premier effet c'est de le désorganiser, et de l'appauvrir, et c'est pourquoi ils doivent ajouter : l'évaluation doit diffuser une culture économique pour que ses avantages économiques soient identifiés, soient supérieurs au coût financier qu'elle engage.

Si, dans ce paysage de ruines et de cauchemars que nous avons évoqué aujourd'hui doit quand même luire un espoir, ça vient disons de l'impasse intrinsèque de cette opération d'évaluation.

C'est que premièrement il n'est pas possible de subjectiver des collectifs, d'obtenir la subjectivation des collectifs uniquement par le savoir, ça c'est un rêve proprement bureaucratique et que deuxièmement il est mangé, ce rêve dans l'effectivité précisément par le paradoxe de l'évaluation c'est-à-dire l'appauvrissement immédiat et le chaos qu'introduit l'évaluation sous prétexte de mettre de l'ordre.

En fait il est beaucoup plus lucide de s'imaginer, comme le faisait Lacan un peu après sa « Psychiatrie anglaise et l'après-guerre » que les rêves d'autonomie de la confiance de soi, j'ajouterai même transposés aux collectifs sont condamnés par l'avènement du discours sur le savoir.

Le savoir, l'empire du savoir, est contradictoire avec ce rêve rémanent d'autonomie de la conscience de soi et l'évaluation ne fait que traduire ce reste, ce rêve d'autonomie, qui est déjà lui-même défait par l'époque où nous sommes, qui est celle d'un savoir au contraire anonyme et impersonnel, c'est donc un effort désespéré pour restituer une conscience de soi au collectif, alors que cette conscience de soi, il lui est impossible d'émerger, précisément dans le règne du savoir.

Bon, on reprendra ça la fois prochaine.

Applaudissements.

Alors la fois suivante c'est le 3 mars.

Fin du *Cours IX* de Jacques-Alain
Miller du 4 février 2004